

**Enquête sur la société civile environnementale chinoise :
le cas du barrage de la rivière Nu dans la province du Yunnan (2003-2010).**

Jonathan T. PEUCH – GRAP, ULB

« Peu importe que le chat soit noir ou blanc, l'important, c'est d'attraper la souris. »

Deng Xiaoping, successeur de Mao Zedong

I. Introduction

Notre étude porte sur une mobilisation environnementale qui s'est opposée à la construction de barrages dans la vallée de la puissante rivière Nu (« Colère »), lieu majestueux et de tourisme, classé en parti au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, dans le Yunnan, au Sud-Ouest de la Chine. Le projet est composé de 13 digues censées apporter aux villes du pays l'électricité dont elles manquent, tout en limitant les rejets de CO₂, conformément aux engagements internationaux en vigueurⁱ.

Le système politique chinois reste, par bien des aspects, méconnu voire mystérieux en nos contrées francophones. Pourtant, un champ de recherche très dynamique s'établit dans le monde anglo-saxons dans le domaine environnemental, facilité par la publication en anglais des travaux des universitaires chinois. Il est surnommé : « *Environmental politics*ⁱⁱ ». La question environnementale a ceci d'avantageux qu'elle permet de recouper des problématiques économiques, sociales ou politiques, sans tomber sous la coupe excessive des autorités. Elle nous concerne aussi, car notre planète est un gigantesque écosystème recouvert de sociétés humaines de plus en plus interdépendantes.

Notre publication veut apporter une vision sur l'état du mouvement environnemental en Chine, en essayant d'évaluer la capacité des mobilisés à provoquer des changements politiques et à influencer les décisions prises. Pour cela, elle se base sur une lecture croisée de sources secondaires anglophones, et, plus originalement, de plumes chinoises dont la lecture nous fût permise par les rencontres lors d'un stage de recherche d'une durée d'un mois et demi à Pékin, puis dans le Yunnan et le Sichuan, en juin et juillet 2011. Nous essayerons de privilégier une approche pragmatique (entretien et sources originales) sans s'extirper de nombreuses références académiques.

Notre cadre théorique utilisera principalement les idées qu'Andrew Mertha développe dans son article « *Fragmented Authoritarianism 2.0*ⁱⁱⁱ ». L'auteur y démontre que l'autorité fragmentée remplace progressivement l'ancien bloc monolithique du pouvoir chinois, et que cette fragmentation est visible par les tensions qui habitent les différents ministères ou les agences de l'État. Ces tensions ouvrent des brèches dans lesquelles s'engouffrent les acteurs mobilisés. Mertha parle alors d'une pluralisation des participants à la prise de décision : « The policy making process in authoritarian China has become increasingly pluralized^{iv}. »

L'enjeu de notre papier sera de poser des noms, des formes et des actions sur ceux qui tirent profit de cette pluralisation. Néanmoins, il convient aussi de rester prudent et de limiter son optimisme sur cette ouverture politique de l'État chinois, car celui-ci continue de faire la pluie et le beau temps^v, sur la terre comme aux cieux. Il serait intellectuellement dangereux d'oublier la ligne rouge de la censure, cette ligne invisible, implicite, informelle, parfois mouvante, que les activistes connaissent bien et qui sépare l'espace légal de l'espace extra-légal^{vi}. Florence Vandewalle^{vii}, chargée des relations avec la Chine au Parlement européen, rappelle la Prudence

avec laquelle les premiers germes du mouvement environnemental furent plantés. Liang Congjie, fondateur de Friends of Nature, peut-être la plus ancienne (1994) et la plus importante ONG environnementale chinoise, en aurait fait son principe premier, tant les risques d'accrochage avec l'État sont élevés, et malgré le fait qu'il était lui-même Député à l'Assemblée Populaire.

II. Contextualisation

Avant de nous pencher plus en avant vers notre étude de cas, nous allons dresser un tableau du contexte à la fois socio-économique et environnemental, en exposant l'état des dégradations environnementales en Chine, puis en discutant l'efficacité et le contenu du concept de société civile à la chinoise.

Il est de notoriété publique que le développement économique et la préservation de l'environnement utilisent rarement le même chemin : « *There have always been clashes between industrialization and growing demand for an environment of a better quality, with no exception for China and its breakneck economic growth*^{viii}. » Il existe de nombreux ouvrages alarmants sur les fléaux infligés à la nature en Chine. On peut penser aux ouvrages d'Elisabeth Economy pour les analyses parmi les plus récentes^{ix}. Judith Shapiro a établi la responsabilité du régime de Mao (1949-1978) : un discours développementariste et sa mise en œuvre sans concession^x. Les dégradations ne sont pas uniquement imputables aux réformes, même si celles-ci aggravent la situation. Même parmi les auteurs chinois, les conclusions sont identiques^{xi} : les niveaux d'émission sont supérieurs aux capacités d'absorptions de l'environnement, à la fois dans l'air, l'eau, et les sols, à cause de la très haute croissance économique. Ainsi, malgré les atouts hydrauliques que possèdent la Chine, grâce au Tibet notamment, « *l'eau souterraine est contaminée dans environ 90% des villes, 26% de l'eau de surface est complètement inutilisable, 62% est impropre pour les poissons, 90% des cours d'eau traversant les villes sont pollués*^{xii}. » La pollution étant généralement d'origine anthropologique, il y a de bonnes raisons pour que des mouvements environnementaux se mettent en place en cherchant à infléchir les politiques publiques concernées.

Passons à présent au contexte social. Où en sont les travaux qui portent sur l'état de la société civile en Chine ? Le concept, hérité de la tradition libérale et démocratique, n'est pas transposable dans ce contexte. Il est l'œuvre des théories de philosophie politique classique : Rousseau, Rawls, Locke, Arendt, etc. Il nécessite une dichotomie théorique entre la société et l'État, le second est un ensemble institutionnel de principes, d'organes et d'instruments qui permettent une bonne gestion de la première, qui n'est autre qu'une réunion d'individus transcendés par cette réunion même, l'État n'était pas collectif, mais commun. Ainsi ressort une entité autonome supérieure en nature à la somme des intérêts et des possibilités individuelles. Face à la création de ce « monstre froid^{xiii} », la société hésite entre l'admiration, comme une famille admire son père, et la crainte, comme un esclave craint son bourreau. La société civile se définit dans son rapport à l'État : extérieur à celui-ci, elle essaye de l'influencer, de le former, de le modeler et de l'orienter dans la direction désirée. Mais la société civile se compose de multiples acteurs aux intérêts, ressources, causes, volontés bien différentes et souvent contradictoires.

Comment transposer ce concept dans le contexte chinois, celui du semi-autoritarisme^{xiv} ? Ce concept est d'origine anglo-saxonne (*semi-authoritarian*) et s'applique idéalement aux régimes d'Afrique ou d'Amérique Latine. Par exemple, Marina Ottaway l'applique à certains pays du Proche-Orient, Mathieu Hilgers au Burkina-Faso^{xv}. Par semi-autoritaire, il faut entendre un régime politiquement muselé mais qui laisse une porte ouverte vers la

pluralisation des acteurs sociaux. Autrement dit, l'opposition est interdite, mais la critique est autorisée ; et passer de l'une à l'autre n'est que du ressort des autorités d'État. C'est un mélange de démocratie et de dictature. Dans cette fenêtre ouverte et prête, sans cesse, à se refermer, la critique sociale s'élabore, les organisations se structurent et les participants s'éduquent mutuellement, en avançant, prudent et toujours voilé, en deçà de la censure. En Chine, il n'existe pas de dichotomie entre la société et l'État : l'une et l'autre s'entrecroisent et se mêlent, le Parti et la société étant la même et unique chose. C'est une soit-disant situation d'analogie parfaite : le Parti représente la société, et rien ne peut mieux représenter la société que le Parti.

Dans la pratique, les associations citoyennes qui cherchent à s'organiser en dehors de l'État ne peuvent lui échapper. Elles doivent être enregistrées, recensées, subventionnées, contrôlées, légalisées. Il existe trois catégories d'organisations non-officielles mais acceptées : les fondations, vouées à la recherche et aux idées ; les organisations sociales (*caogen zuzhi*), fournissant des services sociaux là où l'État est absent, et proposant des critiques de politiques ; les organisations non lucratives (*minban feiqiye danwei*), fournissant tout type d'activité marchande mais sans générer de bénéfice^{xvi}. Ce n'est que dans le cadre de ces catégories institutionnelles que la « société civile chinoise » peut se déployer : contrôlée par l'État, elle est pratiquement une partie intégrée de celui-ci.

III. Exposé du cas des barrages de la rivière Nu.

Nous allons, brièvement, retracer chronologiquement les principales étapes et les moyens qui furent saisis par les opposants aux barrages^{xvii}. Le Yunnan est une région magnifique du sud-ouest chinois, adossée au Tibet, où la rivière Nu prend sa source. Celle-ci traverse des montagnes hautes de 6000 mètres, creusant des vallées classées au Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'UNESCO. Mais l'Est chinois, urbanisé et en développement, a besoin d'énergie « propre », c'est-à-dire ne dégageant pas de CO₂, et compte bien utiliser la puissance des eaux de la rivière Nu pour satisfaire ses besoins. C'est donner du « propre » une définition très partielle, puisqu'elle ne prend pas en compte ni les déplacements de population, ni les atteintes à la biodiversité et aux écosystèmes, ni les risques portés à des cultures ethniques uniques et fragiles. Un mouvement environnementaliste s'est établi, regroupant différents types d'acteurs qui soulignent les risques à prendre en considération. Or, le projet de constructions de 13 barrages, approuvé par la Commission Nationale du Développement et des Réformes (CNDR) le 14 Août 2003, porte ces dangers avec lui. Il devait apporter une production d'électricité supérieure à celle du fameux barrage des Trois-Gorges sur le Yangtze. Pourtant, le 29 avril 2004, le premier ministre Wen Jiabao annonce la suspension du projet à cause d'un « *high level of public concern* ».

L'annonce du projet de construction des barrages sur la rivière Nu date du début du mois de juillet 2003, peu de temps après que la région des Trois Rivières Parallèles est été déclarée par l'UNESCO « Patrimoine mondial de l'humanité ». En septembre 2003, la loi obligeant les projets de grande envergure à établir une étude des impacts environnementaux attendus devient contraignante, obligeant la SEPA à mettre son nez dans la vallée. Elle dressera un rapport très prudent et plutôt récalcitrant à l'encontre de la construction. Pour contrer ce résultat, la province du Yunnan convoquera un forum régional composé d'experts régionaux qui se déclareront favorables au projet. Cette tension entre la SEPA et le gouvernement du Yunnan soutenu par la CNDR durera plusieurs mois, et ouvrira la porte à ce qui devient une société civile environnementale.

Le premier moyen d'action utilisé fût les lettres aux gouvernements et les rencontres avec les autorités (*xin fang*).

Ces deux méthodes sont traditionnelles dans le système politique chinois : elles permettent à la population de s'exprimer et de s'adresser directement à ses gouvernants ; insidieusement, elles font des autorités la voie royale et naturelle de la résolution des conflits, tout en sondant l'opinion publique et en limitant l'accès aux prises de décision. Ces méthodes sont proches des cahiers de doléance qui furent utilisés à la fin de l'Ancien Régime, entre autre en France avant 1789.

Rapidement l'inefficacité de ces méthodes obligèrent les mécontents à emprunter d'autres chemins. Wang Yongchen fût l'une des premières à s'engager massivement dans l'affaire, mettant en place une pétition via son ONG *Green Earth Volunteers*, informant les médias et recommandant la compétence de He Daming qui s'avérerait être un opposant aux barrages. Celui-ci fût consulté sérieusement par la SEPA. D'autres ONG bientôt rejoignirent la danse qui apportèrent du soutien et élargir la participation de la population. Localement, Yu Xiaogang commença une récolte d'information avec son ONG *Green Watershed* afin de compléter les données de la SEPA nécessaires à la formation de l'étude d'impact.

Les ONG participèrent à des nombreux forums internes (forum SEPA et NDRC) et internationaux (*China Environment Forum* ou *UE/China Civil Society Forum*) qui contribuèrent à faire savoir leur opposition au projet, en Chine et à l'étranger. Cela entraîna l'arrivée de International Rivers Network qui fût d'une grande aide dans la communication de donnée, d'argument ou de rapport. Parallèlement à ces activités, les ONG chinoises récoltèrent des informations, comparèrent leurs résultats, renforcèrent leurs liens réciproques, interrogèrent les populations locales ou encore médiatisèrent leurs positions. Par exemple, une exposition photographique eu lieu à Pékin^{xviii}, ou de nombreux sites internet furent mis en ligne.

En avril 2004, après environ 6 mois de campagne anti-barrage, le premier ministre Wen Jiabao déclara officiellement la suspension du projet : « *We should carefully consider and make scientific decision about major hydroelectric projects like this that have aroused a high level of public concern in society, and with which the environmental protection side has disagreed.* »

Mais il est bien clair que cette suspension n'est pas une annulation. Le projet fût retravaillé jusqu'à ce que la SEPA donne son accord en février 2005. Dès août 2004, un réseau d'ONG chinoises s'établit à Pékin sous le nom de « *China River Network* » à l'occasion d'un salon journalistique organisé par Wang Yongchen et Zhang Keijie, avec pour objectif de rester attentif et de ne pas baisser la garde.

Depuis, la campagne se poursuit même si elle semble s'essouffler après que le gouvernement ait réaffirmé sa volonté de mener à bien le projet à l'horizon du plan quinquennal 2012-2017. Des actions d'éducation environnementale sont à l'œuvre, plusieurs ONG restent sur le qui-vive ; surtout, le gouvernement du Myanmar a affirmé son opposition au projet si les barrages menacent la souveraineté du contrôle du fleuve qui coule jusque dans l'Océan indien, assurant l'existence d'une partie de l'ex-Birmanie. Cette polémique internationale fût décisif dans le choix de Wen Jiabo d'en appeler à la prudence et à l'arbitrage du temps – qu'il sait à son avantage.

IV. Typologie des acteurs

Nous avons représenté dans le tableau suivant une typologie des acteurs présents, illustrant chaque cas par un ou des exemples particuliers. Les types sont au nombre de neuf : *ONG environnementale*, *ONG locale*, *Agence d'État*, *ONG internationale*, *Journaliste*, *Intellectuel*, *Réseau*, *Artiste*, *Blogueur*. Chacun s'est positionné dans la campagne à sa manière, usant d'activité particulière, de réseau d'influence, d'accès à des leviers de pouvoir

déterminants, etc.

Les entrées du tableau regroupe 4 colonnes : la première établit la typologie, la seconde pose des noms, autrement dit, une réalité sur le concept, la troisième indique le « répertoire d'actions collectives » utilisé^{xx}, et la quatrième expose les raisons de la mobilisation de chaque acteur.

Les facteurs de mobilisation nous entendons par « Cause » la défense d'un idéal, au nom de principe et de valeur fondamentalement éthique ; généralement, dans notre cas, la préservation d'un environnement sain et vivant. Par « Spontané », nous identifions un mouvement émotif, proche d'une sensation d'injustice ou d'amour, pour reprendre le vocabulaire de Luc Boltanski^{xx}, qui pousse à l'action par obligations, à cause d'un bouleversement intime, difficile à comprendre ou à identifier en temps que chercheur, mais qui doit correspondre à un dégoût et un profond besoin de changement devant une réalité qui apparaît comme irrecevable, et qui tombe pour la première fois sous les yeux de la personne. Par « expertise », nous entendons que c'est la compétence de l'acteur qui l'entraîne dans l'action, et que cette compétence est professionnellement fondée et reconnue. D'après la Professeur Ran Ran, rencontrée dans les locaux de l'Université Populaire de Pékin (*Renmin University*), le poids des experts jouent un rôle considérable dans le système politique actuel, puisque souvent assimilé à des chercheurs publics ou à des fonctionnaires, par définition au service de l'État. L'alliance des intellectuels et des politiques serait le meilleur moyen de parvenir à ses fins ; c'est dire que les élites tiennent le pays, et que les mouvements populaires ne peuvent se faire sans le soutien de celles-ci.

Par ailleurs, il aurait été intéressant d'intégrer au tableau une cinquième colonne, celle de l'effet de l'acteur. Quel acteur a été le plus influent ? Quelle action a été décisive ? Malheureusement, il est pratiquement impossible de mesurer le poids des actions individuelles, de quantifier en degré la part que chacun a joué dans la campagne. C'est la mise en commun des activités qui a permis d'arriver au résultat. Ces éléments sont de l'ordre du qualitatif, et c'est à travers nos analyses finales qu'ils seront mieux utilisés.

TYPES	ACTEURS	ACTIONS COLLECTIVES	FACTEUR MOBILISATION	DE
ONG environnementale	Friends of Nature, Global Village Beijing, Green Earth Volunteers	Soutien financier, logistique et médiatique	Cause, expertise	
ONG locale	Green Watershed	Renforcement des capacités de la SEPA	Spontané, expertise	
Agence d'État	Yunnan Environmental Protection Agency, State Environmental Protection Agency	Évaluation administrative des impacts environnementaux du projet	Expertise	
ONG Internationale	International Rivers Network	Internationalisation, médiatisation, données	Cause, expertise	
Journaliste/Média	Wang Yongchen (<i>China National Radio, People's Daily</i>)	Médiatisation, empowerment	Cause	
Intellectuel	He Daming, Yu Xiaogang	Crédibilité scientifique, rapports	Cause, expertise	
Réseau	China River Network	Solidarité, linkage	Cause	

Artiste	Lu Gang, Wild China Films	Publicité, médiatisation	Spontané
Blogueur	Zhang Kejia	Publicité, débat, information	Spontané

V. Analyse

L'analyse des résultats de notre recherche conduit sur la piste de plusieurs réflexions concernant la situation de la société civile environnementale en Chine : nous allons les étudier l'une après l'autre. Il s'agit de voir en quoi notre typologie permet d'éclairer notre compréhension politique et sociale de la Chine.

- 1) Il est d'abord nécessaire de relever la diversité et la multiplicité des acteurs. La coalition anti-barrage qui s'est dressée dans le Yunnan n'est pas le fruit d'une ou deux personnes mécontentes, mais bien le résultat d'un profond malaise qui s'étend dans toutes les couches de la société : d'abord entre les échelons gouvernementaux (province/gouvernement central), mais aussi parmi ceux soucieux de l'environnement, des intérêts économiques, des minorités, de la participation politique, etc.. C'est par le recoupement de ces faisceaux divers qu'une communauté aux contours édentés mais à l'objectif clair s'est formée. La société chinoise n'est pas ce bloc monolithique que l'on nous présente parfois de manière caricaturale : la campagne sur la rivière Nu met en évidence la complexité sociale et les tensions qui traversent la Chine.
- 2) Découlant de la diversité des acteurs présents, notre étude va dans la même direction que la thèse, bien que maintenant vieillie, d'Andrew Mertha de l'autorité fragmentée en Chine. Il est clair que le pouvoir ne forme pas une unité organique, mais se divise en plusieurs points qui ne visent pas les mêmes objectifs. Ainsi de l'opposition entre la SEPA et la NDRC. Cette fragmentation ouvre des brèches dans le bloc du gouvernement dans lesquels s'engouffrent, depuis le milieu des années 1990, les nouveaux acteurs dont nous venons de parler (ONG, artistes, médias, journalistes...). Complétant le schéma de Mertha, nous affirmons que la fragmentation du pouvoir qu'il a mis en évidence est aussi une porte ouverte à l'émergence de nouveaux acteurs. Npus approche du concept de Pouvoir est proche de la vision de Foucault : il n'est pas unitaire en Chine, mais se fractionne en une multitude qui ne devient réellement influente que dans le regroupement et l'assemblage.
- 3) Il faut pourtant nuancer cet optimisme de la refondation sociale : s'il existe une grande absente dans la vallée de la rivière Nu, c'est bien l'immense masse de population concernée directement par les déplacements, les fragilisations culturelles, les divisions, la menace sur les écosystèmes ou la biodiversité. Le débat s'est concentré entre les mains de ceux qui peuvent et de ceux qui savent. Les plus défavorisés n'ont pas les moyens de monter au créneau ; ils doivent s'en remettre aux mains généreuses et aux esprits compatissants. Les élites gardent le contrôle des organes de presse, le gouvernement maintient son monopole politique. Mais de nouvelles élites urbaines commencent à voir leurs poignets se délier.
- 4) Remarquons aussi l'inébranlable volonté de l'État de conserver le prima de la décision : malgré la mobilisation, aucune opposition n'est tolérée. Il s'agit toujours de chercher à orienter ou conseiller les membres des Comités : la frontière de la dissidence n'est jamais loin, et chacun jongle entre sa position et l'espace qui lui est donné. C'est l'État qui organise les débats, c'est lui qui tolère les arguments et détient in fine la possibilité de continuer ou de suspendre le projet. Il n'est pas d'opposition, il n'est que des avis divergents.

- 5) Pour répondre à la question : « qui mène la danse ? », il ne faut pas regarder en bas, mais en haut. Le Professeur Qingzhi Huan de l'Université de Pékin insista sur la question du leadership^{xxi}. Selon lui, ce fût toujours l'État qui garda la main mise sur l'agenda, et les mouvements ne peuvent se passer de leurs liens étroits avec les hommes politiques, souvent des députés de l'Assemblée Populaire, qui octroient bouches, oreilles, et légitimité. Certainement les soubresauts de l'opinion publique, fruits des efforts conjugués des acteurs ayant accès aux médias, ont fait pencher la balance – ils ont été nécessaires, ils n'ont pas été suffisant. Le cœur de la polémique s'est focalisée sur l'étude d'impact de la SEPA. Les ONG ont chacune apporté leur pierre à l'édifice, soulignant les faiblesses et les dangers du projet, allant sur le terrain, menant enquête, récoltant des données, forgeant des arguments : l'enjeu reste focalisé sur l'avis de l'administration, il n'est pas possible de forcer la main aux autorités. Il est possible de critiquer les ONG à cet égard : si leurs efforts sont incommensurables, et les portes qu'ils ont ouvertes sont lourdes de sens, elles ne restent que des conseillères du prince.
- 6) Il existe une ligne de conflit, à propos de la société civile chinoise, entre les optimistes et les pessimistes. Les premiers voient dans l'action des organisations les germes d'une réforme politique majeure qui menacent le monopole politique du Parti. Les seconds ne perçoivent dans ces gesticulations que des illusions de participation derrière la main de fer du gouvernement. Notre avis est que la société chinoise se complexifie et que le gouvernement, du haut de son trône d'acier, ne peut comprendre en profondeur toutes les lames de fond qui traversent ses sujets. Il lui est donc loisir d'écouter tel ou telle organisation, même de la prendre au sérieux et de la suivre. Mais il n'est pas enclin à partager le pouvoir, et il garde les ficelles qui lui permettent de refermer l'ouverture s'il le désire. Cependant la ficelle devient de moins en moins solide à mesure que les informations circulent librement via internet ou que les médias délient peu à peu leurs langues. L'enjeu de l'information apparaît capital, une société de la communication se met en place – elle seule est capable de damer le pion à un régime autoritaire, lorsqu'elle met en évidence les erreurs, les exclus et les privilégiés.

Cette recherche a mis en lumière les tenants et les aboutissants d'une mobilisation environnementale dans une province chinoise. Elle actualise la connaissance scientifique francophone sur cet événement d'un point de vue à la fois pragmatique et théorique. La question de l'état du mouvement environnementaliste chinois reste ouvert en bien des points, et seuls des études de cas comparatives permettraient de mettre en lumière ses composantes intimes et les rapports de force qu'il implique.

- i XIAO, Feng, « *La politique chinoise de la protection de l'environnement* », Contribution au Congrès Marx International V, Sorbonne, Paris, Octobre 2007.
- ii Voir par exemple : WENG Fushi, « *Environmental Politics in China : An Issue Area in Review* », in : Journal of Chinese Political Sciences, Vol. 14, Hong-Kong, 2009, 24 p.
- iii MERTHA, Andrew, « *Fragmented Authoritarianism 2.0: Political Pluralization in the Policy Process* », in : China Quarterly, 2009, 25 p.
- iv MERTHA, Andrew, *Ibid*, p. 2.
- v De manière amusante, cette phrase est valable au premier comme au second degré. Voir par exemple à ce sujet la politique météorologique mise en place à l'occasion des jeux olympiques de Pékin en 2008 : <http://chine.aujourdhuilemonde.com/operation-ciel-bleu-pekín-pour-les-jeux-olympiques> – consulté le 23 septembre 2011.
- vi Ces informations m'ont été principalement données par Florence Wandewalle, chargée par le parti européen des Verts des relations avec la Chine, et interviewée le 2 mars 2011 ; elles ont été recoupées à de multiples reprises de manière informelle.
- vii L'entretien avec Florence Vandewalle eu lieu dans un café, place du Luxembourg, à Bruxelles, le 2 mars 2011.
- viii Extrait d'un blog contre le projet industriel de Paraxylène à Xiamen, dans le sud-est chinois, tenu par un certain Wang : <http://www.mtholyoke.edu/~wang30y/xiamenpx/>
- ix ECONOMY, Elisabeth, *The River Runs Black : The Environmental Challenge for China's Future*, éd. Cornell University, 2004.
- x SHAPIRO, Judith, *Mao's War Against Nature*, éd. Cambridge University, 2001.
- xi XIAO, Pichu, TILT Bryan, « *Industry, Pollution and Environmental Enforcement in Rural China : Implication for sustainable development* », in : Urban Anthropology, vol. 36, 2007, 29p ; WANG, Xiqin, JI, Yan, LEI, Ting, « *Analysis on characteristics of Industrial Pollution and its Spatial Distribution in Haihe River Basin* », Renmin University, Pékin, 2009.
- xii HEIM, Alexandre, « *La Chine, son eau et ses voisins* », Institut des Relations Internationales et Stratégique, Paris, 2010.
- xiii Le concept vient de : NIETZSCHE, Friedrich, *Ainsi parlait Zarathoustra*, 1885, première partie. « Froid » renvoie à calculateur, dénué d'humanité, tout-puissant parce que sans attache morale.
- xiv Cette question suscite un grand intérêt pour de nombreux chercheurs. Voici quelques références : YANG, Guobin, « *Environmental NGOs and Institutional Dynamics in China* », in : China Quarterly, 2005, 22 p ; YANG, Guobin, *Is there an environmental movement in China? Beware of the River of Anger* , in : Asian Program Special Report, N°124, Woodrow Wilson International Center for Scholar, États-Unis, 2004, pp. 4-9 ; SCHWARTZ, Jonathan, « *Environmental NGOs in China: Roles and Limits* », in: Pacific Affairs, Vol. 77, No. 1 Spring, 2004, pp. 28-49 ; KANG, Xiaoguang & HAN, Heng, « *Graduated Controls : The State-Society Relationship in Contemporary China* », in : Modern China, Vol. 34, 2008, 21 p ; LICHUAN, Chen, « *Chine : les organisations sociales face à l'État* », in : Monde Chinois, n°19, Institut de recherche et de débat sur la gouvernance, novembre 2009, Paris, [\[http://www.institut-gouvernance.org\]](http://www.institut-gouvernance.org) – Consulté en août 2011 ; MA, Qiusha, « *The Governance of NGOs in China since 1978: How Much Autonomy?* », in : Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 2002.
- xv OTTAWAY, Marina, *Democracy challenged : the rise of the semi-authoritarianism*, éd. Carnegie, New-York, 2003, pp 256 ; HILGERS, Mathieu, MAZZOCHETTI, Jacinthe, *Révoltes et opposition dans un régime semi-autoritaire : le cas du Burkina-Faso*, éd. Karthala, Paris, 2010, pp 320.
- xvi Voir les travaux de Yu Keping, député et chercheur chinois. Aussi, une conférence donnée à la Vrije Universiteit Brussels, le 6 mai 2011. SHAWN, Shieh, « *Yu Keping on China's Government-led civil society* », 2009, in : <http://ngochina.blogspot.com/> - Consulté le 16 mai 2011.
- xvii La chronologie suivante a été établie par l'entrecroisement d'interview et d'un grand nombre de travaux académiques. Les interviews ont été menés au printemps et à l'été 2011. Les principaux sont : BUSGEN, Michael, *Environmental Non-Governmental Organization in the Nujiang Campaign*, in: Working-Paper, n°42, Institut For Social Studies, La Hague, février 2006 ; MEI, Chen, *Public Participation in Environmental Decision-making Process in China, A Case Study of the Anti-Nu River Dam Campaign in Yunnan Province*, Mémoire De Master de l'Université d'Oregon, États-Unis, Non publié et communiqué par l'auteur, 2010 ; MCDONALD, Kristen, « *Daming China's Grand Canyon : Pluralization without Democratization in the Nu River Valley* », PHD Dissertation, Université de Berkeley, Californie, 2007 ; MERTHA, Andrew, *China's Water Warriors : Citizen Actions and Policy Change*, éd. Cornell University, London, 2008, 192p.
- xviii Interview de Wang Yongchen, [\[http://eng.greensos.cn/ShowArticle.aspx?articleId=517\]](http://eng.greensos.cn/ShowArticle.aspx?articleId=517) – Consulté en été 2011) : « In order to have a better understanding of the Nu River, Wang Yongchen, other media reporters, and environmentalist volunteers embarked for the first time to the Nu River, to gather a large number of images, words and sounds over nine days. On their own, they raised funds to hold a photo exhibition in Beijing titled "Nu River Feelings". »
- xix Le concept de « répertoire d'action » est originellement une idée de Charles Tilly, qui affirme que les contestations prennent la forme de l'espace laissé libre par l'activité de l'État, et que sa taille et sa nature varie dans l'espace et le temps. TILLY, Charles, « *Les origines du répertoire de l'action collective en France et en Grande-Bretagne* », in : Vingtième siècle, Revue d'Histoire, Vol. 4, 1984, pp 89-108.
- xx BOLTANSKI, Luc, *L'Amour et le Justice comme compétence*, éd. Métailié, Paris, 1990.

xxi L'interview du Professeur de Science Politique Qingzhi Huan se déroula à l'Université de Pékin, au sein du « Peking Center for Environmental Politics », le 23 juillet 2011.